

de ce que la situation agricole s'est empirée? On aurait pu croire que le nombre de ces prêts augmenterait plutôt en 1954. Je remarque qu'on dit que la propagation de la rouille a accentué cette diminution durant la seconde moitié de l'année.

L'hon. M. HARRIS: Je ne saurais guère vous donner d'explications précises des causes de cette diminution. Il se peut, comme vous dites que chacun ait acheté une charrue supplémentaire, ou quelque chose du genre.

M. MACDONNELL (*Greenwood*): Le Ministre pourrait peut-être nous donner des explications la prochaine fois que nous siégerons

M. ARGUE: Le Ministre ne trouve-t-il pas que les banques prêtent beaucoup moins d'argent, depuis que la loi a été adoptée, qu'elles ne le faisaient auparavant? Autrement dit, les banques elles-mêmes rendent la chose plus difficile pour les cultivateurs lorsqu'ils veulent obtenir des prêts aux termes de la loi.

L'hon. M. HARRIS: Je n'ai pas reçu de plaintes à cet égard, mais, puisque vous êtes de cet avis, j'étudierai la question.

M. ARGUE: Je sais qu'il en est ainsi. Il peut exister des raisons économiques qui poussent les banques à adopter cette attitude. La rouille peut être une de ces raisons économiques. Mais je crois qu'on peut dire qu'autrefois les banquiers étaient presque disposés à vous courir après dans la rue pour vous prier de leur emprunter de l'argent, tandis que maintenant il est beaucoup plus difficile d'en obtenir!

L'hon. M. HARRIS: Quel bonheur ce serait que de vivre dans l'Ouest!

M. ARGUE: Quel bonheur c'est souvent que de vivre dans l'Ouest!

M. THATCHER: Monsieur le président, le crédit 116 comporte-t-il des revenus compensateurs?

L'hon. M. HARRIS: Non, je ne crois pas.

M. RÉGIER: Monsieur le président, j'aimerais insister sur ce qu'a dit M. Nesbitt. D'après des plaintes que j'ai entendues, il me semble que la décision relative à l'acceptation d'une police d'assurance est largement laissée à la discrétion de l'inspecteur régional de l'État. Je trouve qu'on devrait encourager ces inspecteurs à accepter des polices d'assurance au moins dans les mêmes conditions que des institutions aussi dignes de confiance que la Banque Royale, par exemple. J'ai constaté que ces institutions acceptent des polices d'assurance qui ne sont pas acceptables aux termes de notre loi sur le prêt agricole.

L'hon. M. HARRIS: J'étudierai la question.

Le PRÉSIDENT: Le crédit est adopté.

Commission du tarif—

117. Administration, \$63,993.

M. THATCHER: Le Ministre pourrait-il nous dire dans quelle mesure le bureau des essais suffit à ses propres besoins, ou dans quelle mesure il existe des revenus contre balançant cette dépense?

L'hon. M. HARRIS: Nous obtenons des revenus de l'Hôtel des Monnaies, si c'est ce que vous voulez dire.

M. THATCHER: Mais non, je parle du bureau des essais.

L'hon. M. HARRIS: Eh bien, nous avons fermé le bureau de Vancouver le 1er avril, avec l'espoir de réaliser ainsi une économie.

M. THATCHER: Et où faites-vous ce travail maintenant?

L'hon. M. HARRIS: A Ottawa.

M. HELLYER: Est-ce que vous auriez fermé l'Hôtel des Monnaies pendant un certain temps, cette année, pour renouveler le matériel, par exemple? Le